Incompatibilité entre les systèmes financiers et la durabilité

Partage international n° 375 – Novembre 2019

par Marijke et Annelies Op ten Noort

Klaas van Egmond est professeur en durabilité et écologie à l'Université d'Utrecht, aux Pays-Bas. Il a également dirigé l'Institut national de la santé publique et de l'environnement et l'Agence d'évaluation environnementale des Pays-Bas. En tant que professeur émérite, il donne des conférences sur les questions environnementales (énergie, changement climatique, pollution, etc.) et s'est spécialisé dans les thèmes liés au concept de durabilité dans les domaines social, culturel, financier et économique. Il a récemment publié des ouvrages et divers articles sur ces sujets, notamment le livre Sustainable Civilisation *(Civilisation durable, non traduit), en 2014.*

Marijke et Annelies op ten Noort l'ont interviewé pour Partage international.

Partage international : *On a eu le rapport du Club de Rome [Les limites de la croissance] en 1972, puis le rapport Brandt en 1980. Pourquoi a-t-il fallu attendre cinquante ans pour commencer enfin à comprendre que notre planète est en grand danger, et par là-même toutes les formes de vie qui la peuplent ? Y a-t-il des forces et des groupes d'intérêts qui bloquent ces informations ?*

Klaas van Egmond : C'est bien ça ; il y a des forces très puissantes qui freinent cette prise de conscience dans notre société, aujourd'hui encore. Au cours des 40 dernières années, des groupes de pression ont engagé des « scientifiques » pour défendre leurs intérêts. Des millions de personnes ont trempé là-dedans. Il y a toujours eu des forces de résistance à travers l'histoire. On peut appeler cela le conservatisme, ceux qui veulent préserver l'ordre établi, conserver les structures existantes, car c'est là que se trouvent leurs intérêts.

Je cite souvent le livre *Effondrement* de Jared Diamond, qui pose la question : pourquoi des cultures entières disparaissent à la suite de modifications de l'environnement ? Sa conclusion est que toutes ces civilisations ont vu le problème arriver ; elles ont vu que les choses tournaient mal ; mais les générations plus âgées empêchent les jeunes de procéder aux nécessaires ajustements qui auraient pu sauver leur civilisation. La tendance à maintenir le *statu quo* est un phénomène tragique qui constitue un obstacle au développement.

En économie, on apprend que tout système est appelé à évoluer, le changement est normal ; rien n'est immuable. Les mineurs ne descendent plus dans les mines, les trains ne roulent plus à la vapeur – l'innovation est permanente. Les structures économiques doivent aussi évoluer. Mais ceux qui ont un intérêt direct dans l'exploitation du charbon, par exemple, ne voient pas cette évolution d'un bon œil. Et si ce sont eux les puissants qui détiennent le pouvoir, aucune évolution n'est possible.

Ce qui me fascine, et qui est frappant, c'est que l'Occident a régné sur le monde depuis des siècles. La technologie nous a donné la puissance et nous avons tout acheté, les terres, les entreprises. Maintenant, ce sont la Chine et l'Inde les puissants et ils commencent à tout acheter en Occident. Et nous demandons aux gouvernements de nous protéger contre eux ! Nous sommes à un moment charnière de l'histoire. Pour ma part, je pense que l'humanité n'a pas progressé depuis 1972, année de la publication du rapport du Club de Rome.

PI. *Pensez-vous que nous pourrons rétablir l'équilibre écologique si nous continuons à laisser libre cours aux forces du marché, à la concurrence et la cupidité ?*

KvE. Non, je ne le crois pas. J'ai écrit un livre à ce sujet et j'aborde également cette question dans un autre livre. La durabilité est une question de valeurs pas de technologie. On a besoin de la technologie dans une certaine mesure, mais si on parle de développement durable, il faut d'abord savoir ce que l'on veut développer. Et cette décision repose sur un choix de valeurs. Nous pensons que l'accumulation de biens matériels nous rend plus heureux, mais ça nous conduit à épuiser les ressources de la planète.

Notre système économique repose sur la consommation – il faut acheter et jeter le plus possible pour acheter à nouveau. On ne peut pas continuer comme ça. Ce n'est qu'en reconsidérant nos valeurs et nos priorités que nous deviendrons de meilleurs êtres humains. Nous devons nous libérer de l'obsession des choses matérielles.

L'histoire de toutes les cultures, les religions, la philosophie, les mythes, les sagas, les légendes et les

contes de fées portent le message du nécessaire équilibre entre le matériel et le spirituel. C'est un équilibre dynamique ; vous pouvez pencher plus vers l'un ou plus vers l'autre, mais lorsqu'on penche trop dans une direction, on risque de tomber dans l'obsession, qui mène à la violence et au conflit ; elle rend toute « durabilité » impossible. La question fondamentale est de savoir si nous voulons vivre de façon égoïste, concentrés sur nous-mêmes, enveloppés dans notre propre ego, ou si nous voulons prendre soin les uns des autres, et prendre soin de la planète. Nous avons le choix.

PI. *Vous avez rappelé que Lincoln avait déclaré en 1865 que le gouvernement a le devoir de contrôler la masse monétaire en circulation. Pourtant, aujourd'hui, dans le monde entier, la création de monnaie est de la seule responsabilité des banques. Quel pourrait être l'effet sur la société et le citoyen lambda de la réappropriation de la création de monnaie par le gouvernement ?*

KvE. Je suis convaincu, avec un nombre croissant de mes collègues, que la création et la mise en circulation de la monnaie est une affaire de société, et donc une responsabilité des gouvernements. Ce n'est pas nouveau. Depuis Aristote, de nombreux personnages historiques, philosophes, économistes et hommes d'État ont partagé ce point de vue. Dans sa déclaration de 1865, Lincoln déclarait : *« Le privilège de créer et d'émettre de l'argent n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, il s'agit également de la plus grande opportunité créative du gouvernement […]. L'argent cessera d'être le maître et deviendra le serviteur de l'humanité. La démocratie sera supérieure au pouvoir financier. »*

Si le gouvernement (c'est-à-dire nous tous) est à nouveau autorisé à créer de l'argent, on pourra le faire au bon moment, alors qu'aujourd'hui les banques le font toujours au mauvais moment, ce qui ne sert qu'à faire monter les prix des maisons et des actions et à créer des hauts et des bas dans l'économie. Un gouvernement devrait avoir le droit de créer de l'argent au moment opportun, par exemple en temps de difficultés économiques, pour redonner du travail aux gens. Cela pourrait contribuer à équilibrer un système économique aujourd'hui chaotique. Et ça permettrait aussi d'injecter de l'argent dans l'éducation, les soins de santé, un revenu minimum pour tous, etc.

Une démocratie parlementaire doit faire ces choix. C'est ce que disait Lincoln : un gouvernement doit contrôler la masse monétaire. La main-d'œuvre deviendrait alors moins chère et les matières premières plus chères, ce qui conduirait à une société complètement différente. Tout le système évoluerait ensuite lentement dans une direction différente. Certaines choses deviendront plus coûteuses, comme les voyages en avion, tant qu'il n'y aura pas de meilleure technologie disponible.

La crise de 2008 a été une catastrophe. Le populisme est né de cette crise et non de la crise des réfugiés comme on le prétend. Nous nous dirigeons maintenant vers la prochaine crise, qui va complètement déstabiliser le système. Mais les peuples n'accepteront plus le *statu quo*. Ce sera le début du changement car tout gouvernement est sensible à l'humeur de la population.

Avec la mondialisation, les gouvernements sont terrifiés par les marchés boursiers. C'est incroyable : dans le passé, les gouvernements avaient peur du pape, aujourd'hui, ils sont terrifiés par les marchés boursiers.

Pour les gouvernements, il n'est pas politiquement viable de se soumettre à la mondialisation, c'est-à-dire aux forces du marché entre les mains de puissantes sociétés transnationales qui imposent leur loi aux gouvernements et achètent des quartiers entiers de villes où les jeunes ne peuvent plus se loger. Ne nous étonnons pas de voir émerger des mouvements comme les gilets jaunes, et que le populisme monte partout en Europe. On ne pourra apaiser les peuples et rétablir un équilibre social que si les gouvernements se réapproprient le contrôle de l'économie et de la masse monétaire.

PI. *Et si on enseignait aux enfants et aux adultes que l'humanité est une, littéralement liée en tant qu'âmes, ce qui implique le devoir de prendre soin de l'autre, comme dans une famille ?*

KvE. Oui, vous devriez transmettre ça aux enfants. Beaucoup de gens ont vécu ce qu'on appelle une expérience d'unité lorsqu'ils se trouvent en contact profond avec la nature. Ils réalisent alors que tout est interconnecté, moi et les autres, le ciel et la terre, l'esprit et la matière. Pour contribuer à transmettre cette perception, la princesse Irène des Pays-Bas a créé le *Nature College*. Des forestiers spécialement formés offrent aux enfants de la ville une expérience du monde naturel. Ce que vous dites en fait, c'est que nous devrions enseigner aux enfants notre vraie nature, caractérisée par la connexion du moi à l'autre, dans laquelle chacun a sa responsabilité.

On retrouve cette idée partout dans notre culture, l'histoire de Perceval, par exemple, et dans les œuvres de Shakespeare. Vous êtes une partie du tout et en même temps, vous êtes le tout. On devrait enseigner ça aux enfants et l'aspect religieux en ferait partie. Mais les religions ne peuvent prétendre détenir la seule vérité. Cette notion a certainement laissé de profondes cicatrices en Europe.

La science ne possède pas non plus la vérité ultime. Mais on ne peut pas non plus lui tourner le dos. Comme aujourd'hui quand on nie les conclusions des scientifiques en prétendant que le changement

climatique est un canular ; c'est inacceptable. Si on commence à contester des faits objectifs, la planète est perdue. Si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord sur des faits scientifiques de base comme l'état de notre environnement, on peut tout refuser : les diagnostics médicaux, les tests sanguins effectué avant une opération… Jusqu'où irons-nous ?

La question philosophique fondamentale est : qui sommes-nous et comment parvenons-nous au savoir ? Malgré quelques milliers d'années de civilisation, il nous manque encore une vision partagée de la nature essentielle de l'homme et donc de la finalité de la société. On voit encore des divergences d'opinion majeures sur ce qui est vraiment important pour l'individu et la société.

Nous parlons de développement durable sans savoir ce qui devrait être développé. Et parce que cette vision nous fait défaut, les forces unilatérales prennent le dessus et la société à la dérive devient une caricature d'elle-même. La recherche de stabilité fait parfois se tourner vers les religions fondamentalistes ou des systèmes totalitaristes, vers le matérialisme, l'hédonisme et un capitalisme tout aussi fondamentaliste.

Pour préserver la société et la civilisation, une nouvelle éthique et une nouvelle vision de la « durabilité » sont nécessaires, fondées sur les vraies valeurs humaines.

Dans sa *Philosophie de la civilisation*, Albert Schweitzer a décrit la civilisation comme *« La somme de tous les progrès réalisés par les hommes et les individus dans tous les domaines et à tous les points de vue, dans la mesure où ces progrès contribuent au perfectionnement spirituel des individus. »*

Auteur : Marijke et Annelies Op ten Noort, collaboratrices de Share International vivant aux Pays-Bas.

Thématiques : environnement, Économie
Rubrique : Entretien